

WILLIAM D. COLEMAN

Lauréat Trudeau 2007, Université Waterloo

BIOGRAPHIE

WILLIAM D. COLEMAN est titulaire d'une chaire CIGI (Center for International Governance) en mondialisation et politiques publiques à la Balsillie School of International Affairs, et professeur de science politique à l'Université de Waterloo. Il était auparavant directeur fondateur de l'Institut de recherche sur la mondialisation et la condition humaine à l'Université McMaster à Hamilton, en Ontario. Né à Nelson, en Colombie-Britannique, il a obtenu un baccalauréat de l'Université Carleton, puis une maîtrise et un doctorat de l'Université de Chicago.

Il est l'auteur de cinq livres dont *The Independence Movement in Quebec, 1945-1980* (University of Toronto Press, 1984); *Business and Politics: A Study in Collective Action* (avec Michael Atkinson, Montreal: McGill-Queen's University Press, 1988); *The State, Business and Industrial Change in Canada* (University of Toronto Press, 1989) qui a reçu le prix Charles H. Levine du meilleur livre dans le domaine de l'administration et des politiques publiques décerné par l'Association internationale de sciences politiques. Les deux livres les plus récents sont *Financial Services, Globalization and Domestic Policy Change: A Comparison of North America and the European Union* (Macmillan, 1996) et *Agriculture in the New Global Economy* (avec Wyn Grant et Timothy Josling, Edward Elgar, 2004). Il a par ailleurs publié trois livres dans le domaine des politiques publiques. Il est également directeur de la collection « Globalization and Autonomy », publiée par les Presses de l'Université de la Colombie-Britannique. Ses deux premiers livres dans cette série ont été publiés en mai 2008 : *Global Ordering: Institutions and Autonomy in a Changing World*,

avec Louis W. Pauly, et *Renegotiating Community: Interdisciplinary Perspectives, Global Contexts*, avec Diana Brydon. Les deux livres suivants ont été publiés en 2009 : *Empires and Autonomy: Moments in the History of Globalization*, avec Stephen Streeter et John C. Weaver, ainsi que *Unsettled Legitimacy: Power and Authority in a Global Era*, avec Stephen Streeter. William Coleman a également écrit des articles sur la politique québécoise, les relations entre le gouvernement et le milieu des affaires, l'évolution des politiques agricoles, l'élaboration des politiques de services financiers et la mondialisation, articles qui ont été publiés dans des revues au Canada, aux États-Unis et en Europe.

En 1996, William Coleman reçoit le prix Konrad Adenauer pour la recherche, un prix décerné tous les ans à un universitaire par la Alexander-von-Humboldt-Stiftung à Bonn, en Allemagne, dans le domaine des humanités et des sciences sociales au Canada. Il a utilisé ce prix pour poursuivre ses recherches sur les politiques d'agriculture en Allemagne et dans l'Union européenne. En janvier 2002, il reçoit une subvention de GTRC (Grands travaux de recherche concertée) s'élevant à 2,5 millions de dollars canadiens dans le cadre du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Avec 40 collègues canadiens et 43 autres collègues de différents pays, il étudie les relations entre mondialisation et autonomie. Il a été nommé lauréat de la Fondation Pierre Elliott Trudeau en 2007.

Il remporte en 1994 un prix d'enseignement 3M à l'échelle du Canada décerné par la Société pour l'avancement de la pédagogie dans l'enseignement supérieur (SAPES). En 1997, il se voit décerner un prix d'enseignement par l'Union des associations des professeurs des universités de l'Ontario. L'Université McMaster lui a attribué, en 2002, le Prix du président pour le leadership en éducation.

RÉSUMÉ

Quand on a vécu et grandi à Penticton (Colombie-Britannique) à la fin des années 1950 et dans les années 1960, on a fait l'expérience d'un milieu très différent de ce qu'il est devenu aujourd'hui. Et William D. Coleman connaît bien tous ces changements, comme il connaît bien « sa » province puisqu'il y a été élevé. Il s'est penché sur cette évolution en universitaire et en chercheur. Que signifie la mondialisation pour la Colombie-Britannique? Comment nous touche-t-elle, aujourd'hui, comment nous touchera-t-elle dans l'avenir? Sommes-nous condamnés à être dépassés par ce qui se passe autour de nous ou pouvons-nous intervenir et contribuer à définir les changements que la mondialisation provoquera dans notre province à court terme, comme à long terme.

CONFÉRENCE

La mondialisation et la Colombie-Britannique: une histoire de longue date?

Université du Nord
de la Colombie-Britannique
(Colombie-Britannique),

LE 23 OCTOBRE 2008

Personne n'échappe à la mondialisation : grande ou petite localité, qu'on en soit conscient ou pas, il s'agit d'un phénomène qui nous touche tous. Justement, la mondialisation n'est pas le propre de l'Organisation des Nations Unies (ONU), de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou de la Banque mondiale ; tout au contraire, c'est un phénomène proche des gens qui se manifeste ici même à Prince George, à l'Université du Nord de la Colombie-Britannique comme partout en Colombie-Britannique, une région importante du Canada. La mondialisation modifie la façon dont vous et moi vivons. Elle n'est pas un phénomène incontournable, immuable ou implacable. En fait, ce sont nous, les dirigeants, inventeurs, penseurs, multinationales et gouvernements, qui avons déclenché les processus qui, ensemble, définissent la mondialisation de nos jours. Ces processus ne sont pas apparus spontanément ; les décisions qui ont ouvert les portes à la mondialisation proviennent de gens comme vous et moi ou d'institutions que nous avons créées. Il y a un autre point sur lequel j'aimerais insister : si vous êtes mécontents des effets de la mondialisation, si vous croyez qu'elle ébranle la justice sociale ou les droits de la personne, ou encore votre propre qualité de vie, vous êtes en mesure d'agir. Vous avez le pouvoir de changer les choses.

Suivez-moi dans cette découverte de la mondialisation. Dans ma présentation, je procéderai par étapes. Je commencerai par parler un peu de moi et de ce qui m'a amené à devenir un chercheur universitaire qui a consacré près de quinze ans à l'étude de la mondialisation. Je montrerai par la suite comment la mondialisation a changé nos vies et pourquoi je suis convaincu que nous pouvons faire face aux aspects de la mondialisation que nous jugeons nuisibles. Après avoir défini la mondialisation, je vous amènerai à Penticton, petite ville de la Colombie-Britannique où j'ai grandi. Je vous décrirai cette ville au temps de ma jeunesse, vous expliquant ainsi le phénomène actuel de la mondialisation. Je suis sûr que certains des changements que j'évoquerai au sujet de Penticton vous seront familiers, que vous soyez de Prince George ou d'une autre région du Canada ou du monde. Finalement, je parlerai des effets de la mondialisation dans les sphères de la culture, de l'immigration, des nations autochtones et de l'économie.

Parcours d'un chercheur universitaire intéressé par la mondialisation

Je suis né à Nelson, une petite ville de l'est de la région de Kootenay en Colombie-Britannique. Quand j'avais six ans, mon père a changé d'emploi et nous avons déménagé à Penticton, une autre petite ville de la province, qui compte environ 13 000 habitants. C'est là que j'ai grandi auprès de mes quatre frères, ma sœur, mon grand-père maternel et mes parents. Ma mère habite toujours la maison où j'ai passé mon enfance. En pensant au parcours effectué entre Penticton et aujourd'hui, plusieurs moments me viennent à l'esprit et je me rends compte de leur influence sur mon cheminement.

22 novembre 1963. J'étais en huitième année, dans ma classe d'anglais donnée par M^{me} Moss à l'école McNicholl Park. Soudainement, M. Donovan, le directeur, s'est adressé à toute l'école par l'interphone. Il a dit d'une voix émue et hésitante que quelqu'un avait tiré

sur John F. Kennedy, le président des États-Unis, à Dallas, au Texas. Environ quarante-cinq minutes plus tard, le directeur annonçait que le président avait succombé à ses blessures et que les classes étaient suspendues pour le reste de la journée. Je suis rentré chez moi et je suis descendu au sous-sol où se trouvait notre petit téléviseur en noir et blanc. Mon grand-père, qui avait alors quatre-vingt-cinq ans, était penché vers l'appareil, les yeux à vingt centimètres de l'écran, et de chaudes larmes coulaient sur ses joues.

J'évoque ce moment car mon grand-père était passionné par la politique et les actualités du monde. En ce sens, il était différent de mes parents. Sa passion était contagieuse et son ouverture au monde m'atteignait. Je voulais être aussi passionné que lui.

Cours d'histoire, douzième année. En douzième année, j'ai suivi un cours d'histoire européenne, plus précisément britannique, avec un nouveau professeur qui s'appelait M. Roald. C'était un homme calme, qui prenait l'histoire très au sérieux et de qui j'ai beaucoup appris. À la fin du cours, il a réuni la classe chez lui pour une petite fête. Il m'a alors montré un volume relié qui se trouvait parmi les livres de sa bibliothèque. C'était la première fois que je voyais un mémoire de maîtrise. Il m'a expliqué le travail de recherche qu'impliquait un tel mémoire, puis a ajouté qu'il travaillait à temps partiel pour terminer son doctorat à l'Université Gonzaga dans l'État de Washington. Il était emballé par les recherches qu'il effectuait. C'est difficile à expliquer, mais j'ai ressenti une véritable exaltation en voyant le mémoire relié et en écoutant ses propos. J'ai pensé qu'il serait formidable de pouvoir explorer et comprendre les choses en profondeur.

Université Carleton, février 1971. Pour bon nombre de raisons, y compris pour découvrir un peu le pays, j'ai quitté la Colombie-Britannique et je me suis inscrit à l'Université Carleton, à Ottawa. Au début, je ne savais pas précisément dans quel domaine poursuivre

mes études, mais dès la deuxième année j'ai opté pour la science politique. Je vivais dans une résidence près de la promenade Colonel By. Un matin d'octobre 1970, je me suis réveillé et j'ai vu, près du campus universitaire, des chars d'assaut se diriger vers le centre-ville. C'était le temps de la crise du FLQ (Front de libération du Québec) et de la *Loi sur les mesures de guerre*. Pour un étudiant en science politique, c'était comme vivre l'histoire en direct. Quelques mois plus tard, un groupe de nationalistes québécois radicaux est venu à l'université pour dénoncer la décision de faire appel aux mesures de guerre et pour parler du projet de créer un Québec indépendant et socialiste. J'ai été impressionné par un des membres du groupe, Michel Chartrand, qui était alors chef syndicaliste à Montréal. J'ai été à la fois touché et déconcerté par son éloquence, par sa passion, par son engagement envers la justice sociale et par son dévouement pour un Québec indépendant. Je n'avais jamais vu auparavant une personne aussi passionnée pour la justice sociale, une personne aussi déterminée et convaincue de connaître la voie à suivre. Vite, je me suis rendu compte que j'étais loin d'être aussi convaincu que lui. Je suis sorti de la réunion en me demandant pourquoi ces gens montraient une telle colère. Je voulais entreprendre des recherches pour en savoir plus.

Études supérieures, Université de Chicago. Pour mes études supérieures, j'ai eu la chance d'être accepté à l'Université de Chicago. Ma thèse de doctorat portait sur le mouvement indépendantiste au Québec et ses raisons sous-jacentes. Plus tard, le texte est devenu mon premier livre. Le milieu universitaire était beaucoup plus complexe que ce à quoi je m'attendais. Je me sentais intimidé, voire parfois submergé. Je pourrais m'étendre longuement sur le sujet, mais je vais m'en tenir à un aspect de mes études supérieures. Sur une période de trois ans, je devais suivre vingt-sept cours. Le plus surprenant était qu'aucun de ces cours n'était obligatoire. Libre à moi de choisir mes cours, le département ou encore l'université. En fait, on

m'encourageait à le faire. On me disait que j'apprenais à devenir un spécialiste des sciences sociales et non pas un spécialiste des sciences politiques. C'était mon premier contact avec l'interdisciplinarité; on me poussait à recourir à plusieurs théories, à différentes méthodologies et à diverses disciplines pour cerner un problème. Apprendre à penser et à écrire de façon interdisciplinaire a ainsi jeté les bases de ma carrière universitaire, surtout pour ma recherche des phénomènes aussi complexes que la mondialisation.

La passion pour la politique, l'intérêt envers la recherche, l'engagement envers la justice sociale et l'interdisciplinarité sont autant d'influences qui m'ont préparé à l'étude de la mondialisation. J'étais prêt à entreprendre des recherches sur la mondialisation, phénomène dont l'impact s'est intensifié de plus en plus au cours des vingt-cinq dernières années.

Définition de la mondialisation

Le phénomène de la mondialisation fait régulièrement l'objet de commentaires dans les médias et apparaît dans les discours du milieu politique, des hauts dirigeants, des mouvements sociaux et de plusieurs organisations non gouvernementales (ONG). Qu'il soit prononcé en public ou en privé, le terme même de « mondialisation » contient une forte charge émotive et s'accompagne d'une prise de position sur les principaux débats actuels, que ce soit pour prôner une plus grande libéralisation du commerce, pour admettre la réalité du réchauffement climatique, pour résister aux influences culturelles occidentales, pour appuyer les droits de la femme, ou encore pour révéler les traces du colonialisme et de l'impérialisme.

Chercheurs et universitaires tentent depuis quinze ans de définir la mondialisation. Chose certaine, on y trouve plus d'une définition. Le terme « mondialisation » s'oppose généralement aux termes « national », « régional » et « local ». Scholte (2005) propose une conception du terme « mondialisation » qui fait référence à des phénomènes « transplanétaires » ou « transmondiaux ». Dans ce sens, la

mondialisation a trait à des processus, plus précisément à l'extension et l'augmentation des connexions transplanétaires entre les gens (Scholte 2005, p. 59). Cette augmentation des connexions peut avoir lieu dans les sphères économique, politique, culturelle, migratoire, militaire ou autre.

Cette croissance n'est pas en soi inévitable ou nécessaire. Les connexions transplanétaires se développent depuis des siècles, sinon des millénaires. Si l'on regarde les cent dernières années, on remarque, pendant la dernière moitié du XIX^e siècle et les quatorze premières années du XX^e siècle, leur évolution a connu une croissance accélérée dans la plupart des domaines de la vie sociale, bien qu'elle ait été atténuée par les pouvoirs impériaux ou des États-nations. Cependant, après la Première Guerre mondiale, ces connexions ont diminué ou se sont volatilisées pour des raisons politiques, économiques ou autres ; à tel point qu'il faut attendre les années 1980 avant de retrouver le volume de migrations humaines et le niveau d'interdépendance économique qui prévalaient à la fin du XIX^e siècle. (Bordo *et al.* 1999 ; Hirst et Thompson 1999 ; Bairoch 2000). Dans le même ordre d'idées, des événements récents comme les attaques du World Trade Centre à New York, le 11 septembre 2001, l'échec du cycle de Doha ou encore la crise financière actuelle en ont porté plus d'un à se demander « si la mondialisation touchait à sa fin ».

La plupart des observateurs, y compris les sceptiques, s'entendent pour dire que la croissance des connexions transplanétaires s'accélère depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et plus particulièrement depuis la fin des années 1970. Les opinions divergent quant à l'origine de cette accélération. Au centre des arguments se distingue toutefois l'idée du dynamisme constant du capitalisme qui se conjugue aux innovations en matière de technologies d'information et de communication, et qui tous deux ont permis aux connexions transplanétaires d'acquérir un caractère de plus en plus « supraterritorial », pour employer une expression à la mode.

Nous commençons à peine à comprendre ces nouvelles formes de connexions transplanétaires ou encore leurs conséquences. Selon les économistes, elles pourraient rendre les crises financières plus sévères et plus difficiles à surmonter. Des guerres comme l'invasion américaine en Irak, le conflit entre Israël et le Hezbollah ou la guerre civile au Sri Lanka semblent devenir rapidement des spectacles mondiaux, ce que certains universitaires qualifient de «guerres civiles mondiales». D'autres choisissent une interprétation plus créative et soulignent que les changements élargissent nos champs d'imagination. Ainsi il serait plus facile pour les individus de s'imaginer dans un contexte mondial, ce qui facilite l'acceptation de comportements différents ou d'idées nouvelles.

Dans ce contexte, et pour les besoins de cette conférence, ma définition de la mondialisation va comme suit : «La mondialisation est la croissance transformative des connexions entre les individus à travers le monde. De nos jours, plusieurs de ces connexions acquièrent un caractère supraterritorial. De façon de plus en plus intense, la mondialisation ramène les gens ensemble avec ce qu'ils font, ce qu'ils découvrent, selon la façon dont ils perçoivent leurs expériences et dont ils donnent forme à leur vie. En bref, les individus et les collectivités commencent à percevoir le monde comme un lieu unique et à y imaginer de nouveaux rôles pour eux.»

Pour comprendre notre propre époque, l'élément le plus important de la définition est le terme «supraterritorial», qui signifie que les connexions sont moins confinées aux frontières territoriales des États-nations qu'elles ne l'étaient auparavant. Pensons par exemple au clavardage, aux marchés financiers mondiaux, à la propagation de maladies telles que le SRAS et le VIH/sida ou aux changements climatiques.

Certains chercheurs affirment que la combinaison entre les nouvelles technologies et la croissance des relations transmondiales a mené à de nouvelles formes d'organisations horizontales qui font

de plus de plus concurrence aux structures hiérarchiques et aux lourdeurs bureaucratiques des États-nations. Manuel Castells (1999) parle de la « société de réseaux ». Depuis la révolution des technologies de l'information, les réseaux sont devenus des formes d'organisation sociale plus efficaces en raison de leur flexibilité, de leur variabilité et de leur durabilité.

La structure en réseau s'établit en force dans le secteur économique, comme le démontrent les marchés financiers mondiaux, les transformations du commerce international, la régionalisation de la production ou l'émergence des réseaux d'entreprises et d'affaires. Pour certains, ces réseaux ont des concentrations d'importance variable dans les villes à travers le monde. Les liens entre les villes sont maintenant aussi importants, sinon plus, que les liens entre les pays.

Les réseaux sont également de plus en plus présents dans les milieux culturels. L'expression culturelle sous toutes ses formes a été profondément modifiée et reconstituée alors que les réseaux ont mené à la création d'un hypertexte électronique qui permet à la télévision, à la radio, à la presse, au cinéma, à la vidéo, à l'art et au web de s'organiser en un système mondial en pleine croissance. Ce système mondial se distingue des structures hiérarchiques traditionnelles en étant plus « interactif » et plus « bidirectionnel ». Il est possible de visionner des images sur YouTube, de les commenter sur un blogue, de réagir en téléchargeant des vidéos et ainsi de suite. De façon similaire, dans le monde de la politique (où la plupart des activités gouvernementales demandent une coopération ininterrompue entre les États), il existe des réseaux transnationaux d'information, de mise en œuvre et d'harmonisation aux niveaux exécutif, législatif et même juridique (Slaughter 2004). Parallèlement aux réseaux transnationaux officiels, il existe des réseaux de mouvements sociaux, souvent définis comme étant l'émergence d'une société civile mondiale.

Néanmoins, l'extension de l'interdépendance mondiale, son importance dans le quotidien des individus ainsi que la rapidité des

changements sociaux qui en découlent sont tous plus prononcés dans les relations entre les pays les mieux nantis qu'entre pays nantis et pays moins riches. Ce qui change avec le temps n'est pas le degré d'interdépendance entre sociétés nanties et moins riches, mais plutôt le mouvement de certaines sociétés qui se joignent au club des plus nantis. De plus, les changements sont tels que certains secteurs des sociétés les plus démunies sont amenés à s'incorporer aux relations d'interdépendance, intensifiant ainsi les différences entre ces secteurs et la société comme telle (par exemple, le phénomène de Bangalore). Même dans les sociétés les mieux nanties, le fossé s'élargit entre les riches et les pauvres, comme l'indique un rapport publié il y a quelques semaines par l'OCDE, le club des pays riches. Et ce fossé est plus prononcé au Canada que dans la plupart des autres pays membres du club.

Dans tous ces cas, le processus de la mondialisation contribue à approfondir l'écart entre les sociétés qui participent à la mondialisation et celles tenues à l'écart et, au sein même des sociétés, y compris la nôtre, entre ceux qui font partie des réseaux mondiaux et ceux qui en sont exclus. Dans le cas de nombreux pays qui ne font pas partie du groupe des nantis, cet écart grandissant demeure une source d'inquiétudes et de problèmes. Cette situation contraste avec l'espoir que plusieurs d'entre eux entretenaient, par exemple, au moment de la décolonisation et de leur indépendance, il y a un demi-siècle.

Mondialisation en Colombie-Britannique

Afin d'illustrer le phénomène de la mondialisation en Colombie-Britannique, je vais me permettre un retour sur ma jeunesse et présenter quelques exemples de la vie à Penticton jadis qui feront ressortir à quel point les choses ont changé depuis.

Culture

Commençons par la musique. Dans les années 1960 à Penticton, l'accès à la musique était beaucoup plus limité qu'aujourd'hui. CKOK

était la seule station de radio. Les jours de semaine, on y faisait jouer de la musique rock entre 16 heures et 17 heures dans le cadre d'une émission intitulée « The Guys and Gals Show ». Plus tard, la station a ajouté à sa programmation une émission nommée « Homework Hit Parade ». Entre 19 heures et 20 heures, l'animateur faisait jouer les succès de l'heure tirés du *Billboard Magazine* et recevait des appels portant sur les devoirs scolaires. « J'ai un problème avec la question numéro sept du devoir de mathématiques de M. Donovan. Est-ce que quelqu'un sait comment la résoudre ? » Parfois, les réponses venaient d'un autre auditeur. Nous achetions la musique chez le seul disquaire du coin, qui vendait normalement des petits disques appelés « 45 tours », avec une chanson de chaque côté, pour la somme d'un dollar. Les 45 tours du palmarès étaient alignés sur le mur derrière le comptoir du vendeur. À la télévision, la seule présence de groupes rock d'importance provenait du Ed Sullivan Show de New York, diffusé le dimanche soir sur les ondes de la CBC. Habituellement, un groupe ou chanteur populaire y interprétait une chanson. Il n'y avait ni MusiquePlus, ni vidéoclips. Les montagnes empêchaient la diffusion des stations de radio de Vancouver où, disait-on, on pouvait écouter de la musique rock pendant toute la journée. Quelques voisins avaient le câble et jouissaient de trois stations additionnelles en plus de la CBC, mais là encore il y avait peu de musique.

Cette simple description vous permet de voir comment les choses ont changé au cours des quarante dernières années. Pensez seulement à la définition de mondialisation en tant qu'élargissement des connexions transplanétaires, dont certaines sont supraterritoriales. Avec le Web, il est possible d'accéder instantanément à toutes sortes de musiques du monde. Un simple coup d'œil à votre lecteur MP3 démontre que la musique fonctionne sur le mode de la mondialisation.

Ce n'est pas seulement la distribution de la musique qui a changé, mais aussi la production musicale et les styles musicaux. Au cours d'une rencontre avec un sous-groupe tunisien dans le cadre de

mon projet de recherche, une collègue ethnomusicologue a fait jouer trois pièces de musique d'origine arabe. La première était une chanson traditionnelle tunisienne, produite à Tunis. Pour moi, elle avait une sonorité exotique parce que je n'y reconnaissais pas de rythme régulier et les instruments m'étaient inconnus, à moi mais aussi à plusieurs jeunes Tunisiens présents dans la salle. Ensuite, elle a fait écouter la même chanson produite quarante ans plus tard dans un style qu'elle qualifiait de « moderne ». Il s'agissait d'une production égyptienne conçue pour le marché arabe, entre autres. La différence était l'ajout d'un battement occidental régulier. J'étais surpris de voir que l'atmosphère de la salle avait changé : les gens commençaient à battre la mesure. Ainsi, par le biais des connexions transplanétaires, ces Tunisiens avaient intégré une certaine occidentalisation de la musique et y répondaient plus qu'à la chanson traditionnelle. Finalement, l'ethnomusicologue a fait jouer une version « musique du monde » du même thème, distribuée cette fois partout à travers le monde et dans laquelle les connexions transplanétaires jouaient un rôle encore plus prononcé. Cette version était différente de la précédente par l'introduction de la guitare électrique et de la batterie, ainsi que d'autres instruments du sous-continent indien. Elle avait été mixée numériquement dans trois villes différentes : Paris, New York et Mumbai. Cette fois, les jeunes de la salle souriaient et suivaient le rythme, visiblement contents, alors que les plus vieux semblaient consternés.

Au cours de cette réunion, la discussion a tourné autour d'une simple question : les Tunisiens risquaient-ils de perdre leur culture propre à eux ? Cette question est effectivement cruciale pour ceux qui s'intéressent à la relation entre la mondialisation et la culture : certains sociologues et intellectuels avancent l'hypothèse selon laquelle l'étape actuelle de la mondialisation mènera à la diffusion massive d'une culture mondiale fortement influencée par les valeurs et les pratiques occidentales, particulièrement celles des Américains.

D'autres présentent une hypothèse similaire, tout en mettant l'accent cette fois sur le capitalisme mondial qui se trouverait à l'origine d'une forte culture de consommation matérialiste articulée autour de la marchandisation. Dans les deux cas, la mondialisation accélérera, partout dans le monde, la perte de pratiques, de langues et de communautés culturelles.

Une fois qu'on se penche plus sur la recherche en cours, force est de constater que les choses sont plus compliquées qu'elles n'en ont l'air. En effet, quand les gens prennent conscience du monde comme d'une entité unique et qu'ils sont confrontés aux aspects qui les différencient des autres collectivités, l'impact sur leur comportement est surprenant. Ainsi, ils ont tendance à accentuer les différences plutôt que d'accepter ce qu'ils ont en commun avec les autres. À titre d'exemple, nous pouvons observer que la mondialisation et l'accroissement des connexions transplanétaires des quarante dernières années s'accompagnent d'une montée importante du fondamentalisme religieux. Ces mots font généralement penser à l'islam, mais ce n'est pas le seul endroit où se manifeste un retour au fondamentalisme. Les évangélistes chrétiens en Amérique du Nord et du Sud, certaines branches du judaïsme et les fondamentalistes hindous en Inde sont autant d'exemples d'une croissance rapide de ces tendances religieuses. Dans l'église catholique romaine, les papes relativement libéraux Jean XXIII et Paul VI des années 1950 à 1970 ont été remplacés par des papes très conservateurs : Jean Paul II et Benoît XVI. Tout comme dans les mouvements fondamentalistes, ces derniers se sont retirés du mouvement œcuménique qui existait il y a quarante et cinquante ans pour se conformer à des valeurs plus fondamentales. Ainsi, en superficie, le monde peut sembler plus homogène à cause des McDonald's, des Starbucks et des Wal Mart qu'on trouve un peu partout. En profondeur, cependant, la mondialisation semble aussi porter de nombreuses personnes à accentuer les différences. Pourquoi faisons-nous face à plus de guerres ethniques et civiles aujourd'hui qu'à n'importe quelle autre époque, peut-être,

de l'histoire? Pensons au Sri Lanka, à l'Afghanistan, à l'Indonésie, à la Russie, au Congo, à l'Ouganda, au Pérou, au Kenya, au Myanmar... et j'en passe.

Immigration

Au début des années 1920, l'affiche promotionnelle de Penticton clamait « de rester blanc » [illustration 1]. Elle mettait au jour une forme de racisme et de xénophobie qui était en vogue à l'époque. Dans les années 1960, le Penticton de mon enfance était très homogène. La photographie du groupe de finissants de 1968 à la Penticton Secondary School présente plus de trois cents étudiants, tous caucasiens, blancs et chrétiens. Ce n'est qu'à l'Université Carleton que j'ai rencontré, plus tard et pour la première fois, une personne de

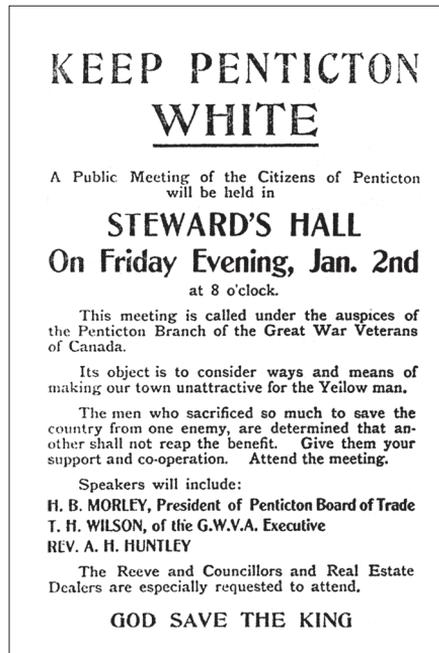
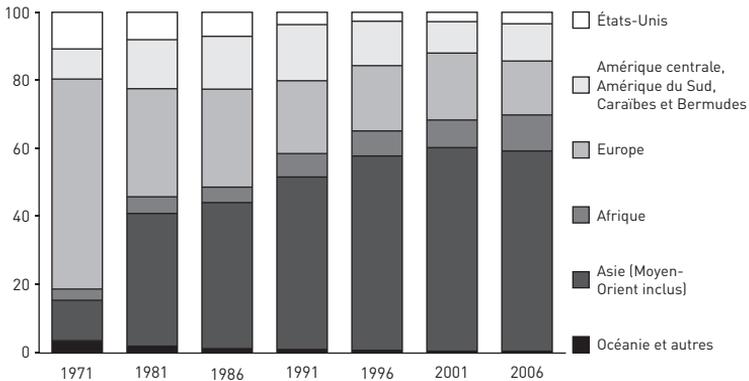


Illustration 1.

confession juive. De nos jours, en fait, Penticton n'est pas bien différent. Je suis porté à croire qu'au Canada, l'interaction entre immigration et mondialisation a profondément transformé plusieurs de nos grandes villes, élargissant ainsi le fossé entre les métropoles, d'une part, et les petites villes ou régions rurales, d'autre part.

Évolution des bassins d'immigration

L'établissement de connexions transplanétaires à travers les migrations massives n'est pas un fait nouveau, ni au Canada ni ailleurs. Le Canada a accueilli un grand nombre d'immigrants provenant des îles Britanniques à la fin du xviii^e siècle et au cours du xix^e siècle, puis d'autres régions d'Europe vers la fin du xix^e et pendant les premières décennies du xx^e. Toute proportion gardée, le nombre d'immigrants reçus à cette époque était au moins aussi élevé, sinon plus, que de nos jours. Après la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à présent, le Canada a continué d'accueillir un grand nombre d'immigrants en proportion de sa population. Entre 1961 et 2001, le pays a reçu plus de 4,5 millions d'immigrants, ce qui représente 15 pour cent de la population du pays. C'est un nombre impressionnant. Peu de pays ont vu leur population s'accroître autant grâce à l'immigration.



Graphique 1.

À la fin des années 1960, le Canada a mis de côté les politiques d'immigration racistes qui étaient en place depuis la fin de la Première Guerre mondiale [graphique 1]. Le pays a décidé d'accueillir des immigrants venant de presque partout au monde, sous réserve de certains critères. Cette approche mondialisante a porté fruit. Depuis, notre population s'est diversifiée en termes d'origines culturelles et géographiques. Avant 1961, les immigrants provenant du Royaume-Uni, d'Europe et des États-Unis comptaient pour près de 95 pour cent des nouveaux venus. Aujourd'hui, ces pays ne représentent que 22 pour cent des immigrants, tandis que le nombre d'immigrants provenant d'Asie est passé de 2,7 pour cent à plus de 58 pour cent. Le Canada accueille de nos jours plus d'immigrants d'Afrique, des Caraïbes et d'Amérique latine qu'auparavant. Sur tous les plans culturels – langue, religion, mœurs et arts –, ces immigrants sont beaucoup plus diversifiés que ceux du bassin dominant de la fin du XIX^e siècle, c'est-à-dire les groupes anglais et français.

Un indice de cette diversité est la religion. Un peu plus de 78 pour cent de la population non immigrante se dit chrétienne, alors que 16 pour cent affirme ne pas appartenir à une religion, bien qu'il soit probable, dans ce cas, que la socialisation se soit faite selon les normes de la chrétienté. Ainsi, seulement six pour cent de la population non immigrante ne fait pas partie de la chrétienté. Parmi eux, les juifs forment le groupe le plus important comptant près d'un pour cent. Par contre, la population immigrante est beaucoup plus diversifiée et la tendance va en augmentant. Entre 1996 et 2001 par exemple, la population immigrante était constituée de 37 pour cent de chrétiens, de 18 pour cent de musulmans, de 3,7 pour cent de bouddhistes, de 6,3 pour cent d'hindouistes et de 4,5 pour cent de sikhs. Le nombre d'immigrants qui déclarent ne pas appartenir à une religion est passé à 22,7 pour cent, fait qui s'explique probablement par le grand nombre d'immigrants originaires de la Chine continentale.

L'impact de la diversité culturelle qui dépend directement de la population immigrante diffère d'une province canadienne à l'autre. La différence est plus prononcée dans les provinces anglophones, particulièrement en Ontario et en Colombie-Britannique, et surtout à Toronto et à Vancouver, respectivement. Du point de vue de la mondialisation, ces deux villes ont évolué plus que toute autre au Canada et sont devenues ce que les chercheurs appellent des « villes mondiales ». Environ 44 pour cent de la population de Toronto est née à l'étranger, comparé à 40 pour cent à Miami, ville américaine prisée par les immigrants latinoaméricains, 38 pour cent à Vancouver, 31 pour cent à Sydney et à Los Angeles, 24 pour cent à New York et 18 pour cent à Montréal.

Statistique Canada a effectué des études de projection pour les villes de Toronto et de Vancouver. Les études montrent qu'en 2017, plus de 50 pour cent de la population de Toronto et près de 50 pour cent de celle de Vancouver appartiendront à des minorités visibles. Dans dix ans, 18 pour cent de la population de Toronto, soit 1,2 million de personnes, seront des immigrants de l'Asie du Sud alors que 12 pour cent proviendront de la Chine. À Vancouver, ils seront près de 23 pour cent d'origine chinoise et 11 pour cent d'origine sud-asiatique. Parmi tous les immigrants provenant de ces deux régions, environ 73 pour cent s'établiront dans une de ces deux villes.

Ces changements sont d'autant plus importants qu'ils indiquent que d'autres communautés culturelles s'ajouteront aux souches traditionnelles britannique et française. Ces nouvelles communautés sont assez différentes des souches traditionnelles pour laisser croire que l'assimilation n'aura probablement pas lieu à court ou à moyen terme. L'assimilation ne fait plus partie des politiques du gouvernement. Qui plus est, ces changements génèrent au Canada des différences importantes entre les grandes villes, d'une part, et les petites municipalités ou régions rurales, d'autre part. Bien que le multiculturalisme puisse paraître normal pour les citoyens des grandes villes, il peut être perçu négativement par ceux qui habitent les autres régions.

Nouvelle affirmation des communautés culturelles

La dynamique entre immigration et mondialisation ne s'arrête guère ici. Il y a un demi-siècle, la situation des immigrants provenant de l'Asie du Sud et de l'Est différait profondément de celle d'aujourd'hui. De nos jours, il est plus facile de conserver sa culture d'origine, voire même de l'affirmer. Autrefois, les voyages coûtaient très cher, de sorte que les immigrants pouvaient passer dix, vingt ou trente ans avant de retourner dans leur pays d'origine, s'ils y retournaient. Les appels outre-mer étaient également très coûteux et servaient principalement pour les urgences telles que l'annonce d'un décès dans la famille. L'accès aux courants culturels du pays d'origine présentait des limites, de sorte que l'attachement à la culture souche se fondait parfois sur une perception imaginaire, figée à l'époque où la personne avait quitté le pays. Souvent, l'immigrant vivait un choc quand il retournait dans son pays d'origine. Il ne pouvait pas comprendre ou encore accepter à quel point les choses avaient changé.

À l'ère de la mondialisation, tout change. Le coût des transports et celui des appels outre-mer ont considérablement chuté. Les nouvelles technologies comme le Web, la voix sur IP, les webcams permettent aux néo-Canadiens de maintenir un contact, parfois quotidien, avec leur pays d'origine. Internet et certains commerces locaux offrent accès aux journaux, aux films, à la musique et à d'autres produits culturels. Les technologies de transport ont révolutionné l'industrie alimentaire et permettent de cuisiner comme dans le pays d'origine. Grâce à la mondialisation, les immigrants peuvent faire de leur foyer canadien une résidence semblable à celle du pays d'origine. Ils peuvent vivre simultanément dans deux cultures, ce qui était impensable autrefois.

Dispersion et économie

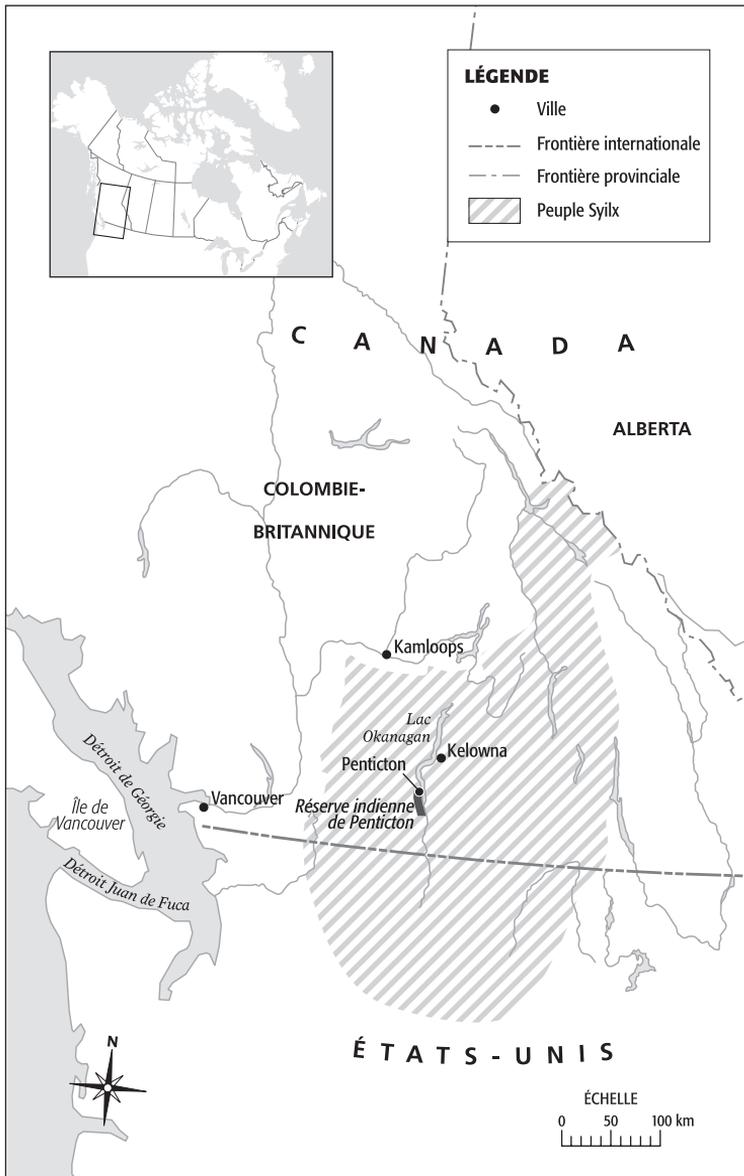
La mondialisation a également transformé l'économie de l'immigration. Cette dernière favorise les relations économiques avec les pays d'origine des immigrants. Un certain nombre d'entre eux,

généralement parmi les plus aisés, entretiennent des relations d'affaires qui renforcent les liens entre les deux pays et qui reflètent souvent une distribution traditionnelle des rôles homme-femme. Dans la communauté chinoise au Canada, par exemple, on observe des « familles astronautes » : le père fait des affaires en Chine ou dans les deux pays tandis que la mère vit avec les enfants au Canada. D'autres communautés asiatiques font preuve du même comportement. Du point de vue économique, le Canada peut avoir un intérêt à accueillir des immigrants qui maintiennent de tels liens avec leur pays d'origine et ses courants culturels. Depuis plus d'une décennie, la Chine et l'Inde battent des records de croissance, qui devancent de loin ceux du Canada ou d'autres pays occidentaux.

Pour résumer, le rapport actuel entre mondialisation et immigration mène à une forte diversité culturelle dans nos grandes villes ; apporte la présence de communautés culturelles qui entrelacent de façons novatrices la culture de leur pays d'origine avec celle du Canada ; crée de nouveaux liens économiques dynamiques entre les pays d'origine et le Canada, ce qui renforce les besoins en matière de multiculturalisme. Alors que cette tendance s'accélère dans les grandes villes, elle est beaucoup moins prononcée dans les petites municipalités et les régions rurales telles que la vallée de l'Okanagan. L'écart entre le degré de diversité culturelle des grandes villes et celui du reste du pays n'a jamais été aussi marqué que de nos jours.

Peuples autochtones

Revenons encore une fois à Penticton. Comme beaucoup de gens de la région, j'ai grandi près d'une réserve indienne. Avant l'arrivée des Européens, le territoire qui correspond maintenant à la Colombie-Britannique était habité par plus de peuples autochtones que n'importe quel autre territoire au Canada. Le territoire de la Colombie-Britannique était le seul où les populations étaient assez nombreuses pour bâtir de petites villes. Il n'est pas surprenant qu'un peuple autochtone [carte 1] se soit établi dans la région de



Carte 1.

l'Okanagan, vu le climat tempéré qui y règne. Dans leur langue, ces gens se désignent comme les Syilx. Le mot Okanagan vient de *S-Ookanhkchinx*, un mot syilx qui signifie « transport vers l'amont » et fait référence aux gens qui voyageaient à partir de l'embouchure du lac Okanagan jusqu'au confluent des rivières Okanagan et Columbia. Une communauté syilx vivait dans la région de Penticton, le long de la rivière Okanagan qui unit les lacs Okanagan et Skaha. Les enfants de la réserve allaient à la même école que moi. Ils étaient tranquilles, réservés, peu acceptés socialement et abandonnaient généralement les études en neuvième ou en dixième année. L'année où je terminais l'école, aucun Syilx ne figurait parmi les trois cents élèves finissants.

Voyons à présent quels ont été les effets de la mondialisation sur la situation indigne, discriminatoire et raciste qui prévalait dans le Penticton de ma jeunesse. Si on le demande aux Premières Nations – tel que je l'ai fait avec des collègues pour un livre qui paraîtra dans le cadre de mon projet de recherche sur la mondialisation et l'autonomie – elles sont portées à répondre: « de nombreuses mauvaises choses et quelques bonnes choses » (Blaser *et al.*, à paraître).

Les « mauvaises choses » sont celles qu'on connaît. La mondialisation ne leur semble pas bien différente de ce qui était leur lot du temps des premières colonies alors qu'ils étaient dépossédés de leurs terres ancestrales: déni de la culture et de la religion, répression de la langue et modification du mode de vie due à l'exploitation des ressources naturelles. La mondialisation accélère la pénétration de l'économie du marché mondial dans leur espace vital, modifiant davantage leur mode de vie. En particulier, l'exploitation accrue des ressources a fortement réduit, voire éliminé dans de nombreux cas, la possibilité de mise en place d'une économie de subsistance viable. Ces développements économiques s'accompagnent souvent d'une urbanisation accrue des peuples autochtones, ce qui les mène davantage à la marginalisation, à la pauvreté et à l'effondrement social. Nous sommes tous au courant de la situation du East Side à

Vancouver, mais il existe des endroits similaires, sinon pires, dans les villes des Prairies, particulièrement à Regina et Winnipeg, de même que dans le centre et l'est du Canada.

Les « bonnes choses » qui viennent avec la mondialisation ? Surtout une prise de conscience qu'ils ne sont pas seuls. Permettez-moi d'exposer trois exemples qui illustrent ces changements.

Mondialisation du concept des droits de la personne

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, en partie en réponse à l'holocauste et en partie en réponse au racisme associé à l'impérialisme euro-américain, on a assisté à une mondialisation du concept des droits de la *personne*, c'est-à-dire des droits inhérents à tout être humain. Ce concept s'est institutionnalisé mondialement, du moins symboliquement, en 1948 avec la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU et en 1966 avec le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Partout dans le monde, les peuples autochtones ont pris connaissance de ces documents et de leur portée. Ils ont également été témoins de la chute des empires britanniques et européens et, vers la même époque, ont pu acclamer l'indépendance d'anciennes colonies. Si l'on considère la décolonisation comme un aspect de la mondialisation actuelle, elle a permis une prise de conscience des diverses formes de répression culturelle qui semblaient un effet naturel des processus de « civilisation » des premiers temps (Niezen 2003, p. 41ff). Par ailleurs, l'article 2 de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU en 1960, inscrivait pour la première fois la libre détermination et l'autonomie gouvernementale au rang des *droits* : « Tous les peuples ont le droit de libre détermination ; en vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et

culturel.» Au Canada, les revendications autochtones pour l'autonomie gouvernementale naissent de ces processus mondiaux.

Naissance d'une identité autochtone mondiale

À la même période au Canada, le gouvernement fédéral mettait fin à l'interdiction pour les peuples autochtones de former leurs propres organismes et groupes d'intérêts. En 1960, le gouvernement leur accordait finalement le droit de vote. Plusieurs communautés autochtones se sont regroupées pour former leur propre organisme national, la Fraternité nationale des Indiens, aujourd'hui connue comme l'Assemblée des Premières Nations. En dépit des différences linguistiques et culturelles, ils ont vu ce qu'ils avaient en commun ; ainsi, les Syilx ont commencé à se considérer avant tout comme Syilx et non pas comme des habitants de la réserve indienne de Penticton. Qui plus est, alors qu'ils commençaient à s'organiser au Canada, ils se sont rendu compte que des communautés autochtones faisaient de même ailleurs dans le monde. On peut dire qu'ils ont jeté les bases d'une identité autochtone mondiale (Niezen 2003, p. 23). Cette identité se fonde sur un attachement comparable à des éléments suivants : une économie de subsistance, un territoire qui précède l'arrivée des colons, une tradition spirituelle qui prévalait avant l'arrivée des missionnaires et une langue qui leur permet d'exprimer tout ce qui est essentiel et caractéristique à leurs yeux. Mais ce qui est plus important, c'est qu'ils partagent tous le même sentiment de perte et de destruction de ces éléments qu'ils ont en commun.

Au cours des trente dernières années, l'identité autochtone a été de plus en plus institutionnalisée au sein de l'ONU au point de mener à la création, en 2000, de l'Instance permanente sur les questions autochtones qui était à l'origine des négociations de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2007. Cent quarante-trois pays ont voté en faveur de la déclaration, quatre s'y sont opposés (le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis) et onze se sont

abstenus. Ces développements, en retour, ont renforcé la prise de conscience du fait « autochtone », bien au-delà des Amériques où ils ont pris naissance, et ont favorisé les connexions transnationales parmi les peuples autochtones.

Cadre conceptuel des « droits » dans l'État-nation

Les avancées qui ont eu lieu à l'échelle mondiale provoquent des changements complémentaires au niveau de l'État-nation du Canada. Appuyés par les décisions de la cour, les peuples autochtones sont de plus en plus considérés comme possesseurs de droits en vertu, particulièrement, des traités signés au cours des deux cent cinquante dernières années. Au début des années 1980, alors que le Canada procédait à une réforme constitutionnelle, l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* accordait un statut constitutionnel aux droits autochtones ainsi qu'aux droits issus des traités. Ces droits peuvent se définir comme « des droits qui reviennent aux peuples en vertu du fait qu'ils ont historiquement été indépendants et autonomes et que la plupart des terres qui constituent maintenant le territoire canadien leur ont appartenu ».

Ainsi, quand on parle aujourd'hui de mondialisation avec les peuples autochtones, ils expriment souvent des attitudes mitigées quant à ses effets sur leur réalité. D'une part, elle présente pour eux des possibilités, mais d'autre part, elle semble accélérer la destruction sociale et culturelle. Pour revenir aux Syilx d'Okanagan, la pauvreté est toujours présente dans leur communauté. Mais il y a aussi des signes d'espoir, notamment dans le regain linguistique, la récupération culturelle et le développement économique.

Économie

Penticton me servira de nouveau d'exemple pour parler d'économie dans le contexte de la mondialisation. Dans ma jeunesse, le tourisme et la production fruitière étaient les secteurs dominants de l'activité économique de la région. L'endroit est très prisé par les vacanciers de

la Colombie-Britannique et de l'Alberta qui viennent y profiter du soleil, des plages et de la tranquillité (à l'exception de certaines fins de semaine où les motocyclistes s'y réunissent). D'ailleurs, l'identité de la ville s'articulait autour de ces deux attraits, comme en témoigne son surnom de «ville des pêches et des plages» et comme le confirme chaque été le festival de la pêche de Penticton. Les touristes y accouraient et les gens de la ville profitaient des activités organisées.

Ceux qui ont connu la région de l'Okanagan au cours des vingt dernières années savent que le paysage a bien changé. Les milliers d'hectares de pêcheurs, d'abricotiers, de cerisiers et de pommiers ont cédé la place aux vignobles. Ce changement est directement lié à la mondialisation et aux connexions transplanétaires. Les vergers ont disparu face à la forte concurrence de l'industrie fruitière de la Californie, de l'Amérique centrale, du Chili, de l'Afrique du Sud et d'autres pays. La tendance du libre-échange mondial a énormément réduit les mesures tarifaires qui protégeaient les producteurs fruitiers canadiens. Parallèlement, le transport maritime s'est perfectionné, notamment depuis la venue du conteneur pour l'expédition de denrées périssables. Ainsi, les coûts d'importation ont diminué. La région de l'Okanagan et l'Ontario tentent de contrer la concurrence grâce à des programmes qui permettent d'importer la main-d'œuvre du Mexique et des Caraïbes pour un salaire avantageux. Mais cela n'est pas suffisant. Chaque année, l'industrie fruitière accuse un recul.

En 2006, j'ai fait un voyage à Penticton avec ma fille. Nous avons visité les vignobles Summerland et Sumac Ridge au nord, puis le vignoble Hawthorne Mountain Vineyards dans l'Okanagan pour terminer près d'Osoyoos où se trouve le vignoble Nk'Mip. Partout, j'ai parlé aux propriétaires pour mieux connaître et comprendre leur histoire. Les vignobles Sumac Ridge et Hawthorne étaient au début des petits domaines. Ayant connu du succès, ils ont ensuite été achetés par Vincor Canada, une compagnie établie en Ontario qui appartient à Constellation Brands dont les activités au Canada,

aux États-Unis, en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Europe et en Afrique du Sud en font la plus grande entreprise viticole au monde. Le vignoble Nk'Mip est une coentreprise entre la bande indienne Osoyoos et Constellation Brands. Cette présence de capitaux mondiaux dans la vallée de l'Okanagan ne s'y trouvait pas il y a seulement trente ans.

Penticton a changé à bien d'autres égards encore. Parmi les changements les plus manifestes se trouve le virage radical, depuis le début des années 1970, vers la monnaie flottante. Ce changement prouve l'intégration progressive des marchés des capitaux qui ont atteint un degré de mondialisation jamais observé auparavant. Nous pouvons acheter ou vendre des dollars canadiens à tout moment non seulement à Toronto et Vancouver, mais aussi à New York, Londres, Francfort, Shanghai, Hong Kong, Sydney, Sao Paolo, Buenos Aires ou autres villes. En plus, le prix du dollar est pratiquement le même à tous ces endroits, signe d'une mondialisation complète du marché.

Il y a trois ans, par une nuit froide et longue de décembre, j'étais dans l'avion en route vers Penticton pour y rendre visite à ma mère. Mon voisin de vol était le directeur d'une fabrique de meubles installée à Penticton. C'était à l'époque où la valeur du dollar canadien avait enfin dépassé les 80 cents américains, après avoir stagné à 65 cents pendant deux mois lors de la crise financière de l'Asie de l'Est à la fin des années 1990. Je lui ai demandé si la hausse du dollar avait nui au commerce. Effectivement, il s'est plaint du fait que la hausse des coûts d'exportation rendait les marchés américains de moins en moins accessibles. Quand je lui ai demandé comment il s'en tirait, sa réponse a été surprenante. Il m'a dit que certaines des coupes de précision étaient confiées en sous-traitance à une compagnie de sciage installée au Vietnam. «Ainsi, le bois de la Colombie-Britannique est coupé au Vietnam?» ai-je demandé. «En effet, m'a-t-il confirmé. Pensez-y un instant. Chaque jour, des centaines de conteneurs traversent le Pacifique d'est en ouest, chargés de marchandise exportée de Chine et d'autres pays asiatiques. Plusieurs de

ces conteneurs retournent en Asie complètement vides. Nous pouvons les remplir de bois pour un bon prix.» J'ai répliqué en disant: « Et en plus, vous réduisez vos coûts grâce à la main-d'œuvre bon marché, non? » Il a répondu: « Oui, un peu, mais plus importantes pour nous sont les installations de pointe qu'on trouve au Vietnam. Ce sont d'immenses usines informatisées. Ils coupent le bois selon nos indications en utilisant une technologie qui serait inimaginable en Colombie-Britannique. Nous sommes plus intéressés par la technologie et l'efficacité que par la main-d'œuvre bon marché. »

Le contenu de cette conversation nous importe surtout dans la mesure où elle illustre le fait que la situation privilégiée des États-Unis et de l'Union européenne dans l'économie mondiale est de plus en plus mise à rude épreuve. Dans le contexte économique actuel, la domination euro-américaine cède peu à peu la place à une économie décentralisée et multiculturelle. Ce n'est pas l'argent des contribuables américains qui a servi à payer la facture de plusieurs billions de dollars pour la guerre en Irak, mais bien des emprunts faits auprès de prêteurs est-asiatiques. Et, comme nous le savons bien au Canada, nous avons fait les frais de cette situation pendant la crise financière. Au cours des derniers mois, le dollar canadien est passé de 1,10 dollar américain à 84 cents. Quand l'économie mondiale est secouée, le Canada s'effondre et il lui faut des mois, voire des années, avant de se remettre sur pied. Et, de nos jours, cela se produit plus rapidement et affecte plus de pays et de gens que jamais, influençant votre vie et ma vie plus que jamais.

Conclusion

J'ai commencé en disant que la mondialisation n'était pas en soi inévitable ou immuable. J'aimerais terminer en réitérant ce point. Nous ne sommes pas des victimes impotentes de la mondialisation. Selon les cas, nous pouvons en tirer parti ou encore agir pour provoquer des changements.

Jetons encore une fois un regard sur les exemples que j'ai employés pour illustrer mon propos.

Quand nous comparons la situation actuelle à Penticton avec celle qui y régnait il y a quarante ans, nous observons un meilleur accès à la culture, que ce soit la musique, les beaux-arts, le cinéma ou le théâtre. Des Canadiens ont profité de cet accès pour devenir de grands musiciens, artistes, écrivains, acteurs ou directeurs de films sur la scène mondiale. Il est vrai que la mondialisation s'accompagne de conflits ethniques ou de fondamentalismes religieux, mais elle a aussi vu naître des organisations comme Médecins sans frontières, la Fondation Stephen Lewis, Oxfam Canada, Amnistie internationale et bien d'autres organismes consacrés à la paix dans le monde, souvent avec une participation canadienne importante.

Pour ce qui est de l'immigration, toutes les études montrent que l'économie canadienne est renforcée par nos politiques d'immigration hospitalières. De plus, puisque bon nombre des nouveaux immigrants proviennent des régions du monde où la croissance économique est la plus rapide, soit la Chine et l'Inde, nous pouvons compter sur cet avantage pour prendre part à la croissance, si nous parvenons à voir au-delà du voisin américain au sud de la frontière.

Quant à la situation des peuples autochtones, bien que le déclin social se poursuive ou même s'aggrave, la confiance en soi et le sentiment d'identité autochtone mondiale sont de plus en plus présents. Les efforts des Syilx de l'Okanagan pour revitaliser leur langue et récupérer leur culture s'observent aussi chez d'autres communautés autochtones du Canada, des États-Unis, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, d'Afrique du Sud, de l'Inde, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et d'autres pays. La mondialisation a favorisé ces changements.

Dans la vallée de l'Okanagan, le remplacement des vergers par les vignobles et la création d'alliances économiques mondiales comme celle des producteurs de vin ou celle décrite par le fabricant de

meubles dénotent un changement positif et non négatif. D'une part, ces changements montrent qu'une économie mondiale plus intégrée et interdépendante crée des avantages pour certains Canadiens, et d'autre part, que ceux qui se tiennent informés et qui acquièrent une bonne éducation peuvent en tirer parti.

Enfin, pour traiter les problèmes mondiaux qui nous affectent, nous pouvons tirer avantage des mêmes technologies d'information et de communication qui sous-tendent l'économie mondiale pour travailler de concert avec des gens qui partagent nos préoccupations. Pensons au 15 et 16 février 2003, alors que des millions de gens manifestaient simultanément contre la guerre imminente en Irak. À Montréal, cent mille personnes marchaient dans les rues tandis que des manifestations avaient lieu dans soixante-dix autres villes canadiennes. En tout, on estime que vingt millions de gens ont protesté le même jour dans soixante pays. Le militantisme mondial coordonné est en soi un phénomène de la mondialisation. Il existe d'autres cas moins connus de coopération qui sont rendus possibles grâce aux processus de la mondialisation, lesquels permettent de mettre au défi les structures de pouvoir actuelles :

- L'effort de scientifiques du monde entier pour nous convaincre de la gravité du changement climatique.
- Les mouvements en faveur du microcrédit pour les femmes et qui ont culminé par la remise des prix Nobel de la paix à Muhammed Yunus et à la Grameen Bank au Bangladesh.
- Les habitants des bidonvilles confrontés aux problèmes de salubrité dans des villes comme Mumbai.

La liste est longue et impressionnante. Ce que je veux illustrer est que ces technologies permettent aux gens qui vivent dans des petits endroits comme Penticton et Prince George, ou encore dans de plus grandes villes comme Hamilton, en Ontario, où je vis actuellement, de découvrir que d'autres gens font face à des problèmes semblables et vivent les mêmes inquiétudes ou les mêmes rêves. Les technologies

leur permettent de partager des renseignements, de coordonner leur stratégie d'action en visant les centres de pouvoir pertinents et parfois de réussir leur coup d'une façon qui était impossible auparavant. Les habitants des bidonvilles de Mumbai, de concert avec d'autres groupes très pauvres ailleurs dans le monde, sont parvenus à convaincre l'ONU d'appuyer l'organisation d'un « festival de la toilette ». Tous ces gens ont exposé et débattu leurs réflexions, ce qui a mené à une amélioration de l'assainissement des eaux. Et le changement ne s'est pas arrêté là. Certains d'entre vous savent que l'ONU a déclaré 2008 l'année internationale de l'assainissement, en partie grâce aux initiatives de ces groupes et de bien d'autres.

L'espoir prime quand les gens se mettent à collaborer; grâce à la mondialisation, ils ont maintenant la chance de collaborer de façon novatrice, innovatrice et, qui l'aurait cru, mondiale.



Illustration 2.

RÉFÉRENCES

- BAIROCH, P., 2000, « The Constituent Economic Principles of Globalization in Historical Perspective: Myths and Realities », *International Sociology*, 15(2), p. 197-214.
- BLASER, Mario, Ravi de Costa, Deborah McGregor et William Coleman (dir.), publication en cours, *Indigenous Peoples and Autonomy: Insights for a Global Age*, Vancouver, University of British Columbia Press.
- BORDO, M. D., B. Eichengreen et D. A. Irwin, 1999, *Is Globalization Today Really Different Than Globalization A Hundred Years Ago?*, Cambridge, National Bureau of Economic Research.
- CASTELLS, Manuel, 1999, *The Rise of the Network Society*, 2^e édition, Cambridge, Blackwell.
- HIRST, P. et Grahame Thompson, 1996, *Globalization in Question: The International Economy and the Possibilities of Governance*, London, Polity Press.
- NIEZEN, R., 2003, *The Origins of Indigenism: Human Rights and the Politics of Identity*, Berkeley, University of California Press.
- SCHOLTE, J. A., 2005, *Globalization: A Critical Introduction*, 2^e édition, Basingstoke, Macmillan.
- SLAUGHTER, A.-M., 2004, *A New World Order*, Princeton, Princeton University Press.